



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 150 – 4^{ème} trimestre 2011

SOMMAIRE

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière	10
<i>Les placements des ménages</i>	<i>11</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>12</i>
3. Les passifs financiers de la clientèle non financière	13
3.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	<i>13</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>14</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>15</i>
3.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	<i>16</i>
4. Risques sectoriels	17
5. Rappel des taux	19
5.1 <i>Taux réglementés</i>	<i>19</i>
5.2 <i>Principaux taux de marché</i>	<i>19</i>
5.3 <i>Taux de l'usure</i>	<i>19</i>
6. Monnaie fiduciaire	20
6.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	<i>20</i>
6.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	<i>20</i>

MÉTHODOLOGIE

AVERTISSEMENT

Depuis le bulletin n° 145 (troisième trimestre 2010), un changement a été opéré dans la classification des établissements de crédit, en lien avec la réforme SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) conduite par l'Autorité de Contrôle Prudentiel. Cette évolution vise à moderniser, tout en le simplifiant, le protocole de remise des déclarations réglementaires des établissements de crédit auprès du superviseur. Dorénavant, l'ancien périmètre « EC de la zone » (Etablissements de crédit) se voit enrichi de certains établissements anciennement « Hors Zone » et désormais classés « ECIL » (Etablissement de Crédit Installé Localement). A contrario, d'autres établissements de crédit précédemment répertoriés en « EC de la zone » ont été reclassés en « ECNIL » (Etablissement de Crédit Non Installé Localement) : l'AFD voit ainsi ses engagements intégrés parmi ceux des ECIL et, a contrario, les encours de crédit de la SOFIDER basculent dans ceux des ECNIL. Le critère d'implantation sur le territoire ayant ainsi été revu, les encours ECIL/ECNIL ont été logiquement affectés, en proportion égale mais en sens contraire, l'encours global de l'ensemble des établissements de crédit n'ayant quant à lui pas été modifié.

1. Enquête

Avertissement : L'agence de l'IEDOM de Mayotte n'a pas reçu suffisamment de réponses à son enquête de conjoncture, ce qui ne permet pas de commenter les soldes d'opinions pour le quatrième trimestre 2011. Cette publication est donc incomplète par rapport aux bulletins trimestriels de conjoncture habituels.

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (6 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 14 questions visant à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

2. Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Banque Postale et au Trésor Public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des établissements extérieurs.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils comprennent les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et organismes de placement collectif en valeurs mobilières – OPCVM - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières. Enfin, les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3. Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des Dépôts et Consignations, Dexia-Crédit Local de France, le Crédit foncier de France, la Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque Populaire) et la Banque Européenne d'Investissement.

Les entrepreneurs individuels (EI) sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédit. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers). Les autres catégories de crédit des EI ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières ou entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4. Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit. Elle est complétée par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. SYNTHÈSE

1. Evolution conjoncturelle

CONTEXTE INTERNATIONAL

Les perspectives de croissance mondiale se sont assombries au quatrième trimestre 2011 et les risques financiers se sont intensifiés. Les tensions dans la zone euro, ainsi que les risques pesant sur la stabilité financière, n'ont cessé de s'accroître durant cette période.

Au quatrième trimestre, la croissance américaine est demeurée faible (+0,7 %), mais en légère augmentation par rapport au trimestre précédent. Les consommateurs américains ont diminué leur taux d'épargne et les entreprises ont maintenu un solide niveau d'investissement fixe.

En Asie, le ralentissement de la demande intérieure et la détérioration de l'environnement extérieur dans les économies émergentes ont conduit à un repli du taux de croissance moyen. Les prévisions de croissance pour 2012 pour cette zone, bien qu'en recul par rapport aux années précédentes, restent soutenues. Le Japon devrait être le seul pays en 2012 à mener une politique budgétaire expansionniste du fait du coût de la reconstruction après la catastrophe qui a frappé le pays en 2011. Afin de contenir la progression du Yen, le Premier ministre japonais envisagerait de créer un fonds souverain.

Dans la zone euro, on observe une contraction du PIB de 0,3 % au quatrième trimestre et le FMI prévoit pour 2012 une récession modérée (-0,5 %), avec une quasi-atonie des économies française et allemande. La baisse de l'activité sur le dernier trimestre a été particulièrement forte au Portugal, en Grèce, et en Italie. Même l'Allemagne a vu son activité économique se contracter de 0,2 %. En France, le PIB a augmenté de 0,3 %, tiré par la production manufacturée (+0,6 %) et le dynamisme de l'investissement des entreprises (+1,4 %). Cependant, contrairement à la France qui connaît un déficit commercial record en 2011, l'Allemagne a vu son excédent commercial croître de 11,4 % et est devenue le deuxième exportateur mondial après la Chine et devant les Etats-Unis.

Le déficit budgétaire total de la zone euro a diminué, de l'équivalent de 2 % du PIB de la zone en 2011, principalement lié à la baisse du déficit allemand. Bien que la France ait également réduit son déficit budgétaire (soit l'équivalent de 1,4 % de son PIB), les difficultés croissantes de la zone euro dans les domaines politique, financier et monétaire ont conduit l'agence de notation Standard & Poor's à abaisser la note à long terme de la France de « AAA » à « AA+ ». Standard & Poor's a également revu les notes à long terme de neuf Etats de la zone euro et confirmé les notes de sept autres. Moody's a placé le triple A français sous surveillance négative et a dégradé les notes de six pays européens.

En matière de politique monétaire, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé le 9 février 2012 de maintenir les taux directeurs inchangés en soulignant que « par ces mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous continuons de soutenir le fonctionnement du secteur financier de la zone euro, et donc le financement de l'économie réelle ». En décembre 2011, la BCE a lancé une opération de prêts à trois ans à laquelle 523 banques ont participé à hauteur de 489 milliards d'euros. La BCE a renouvelé cette opération fin février 2012 : 800 établissements bancaires ont participé à l'opération pour un montant de 529,5 milliards d'euros. Par ailleurs, la BCE a décidé d'accroître les disponibilités de garanties en autorisant les banques centrales nationales de l'Eurosystème, à titre temporaire, à accepter des créances privées supplémentaires.

En janvier 2012, les prix des matières premières importées augmentent. Avec le froid et les tensions géopolitiques mais aussi avec la faiblesse de l'euro, le prix du pétrole brut est de nouveau orienté à la hausse. Le prix du baril n'a quasiment jamais été aussi élevé dans l'histoire du pétrole.

CONTEXTE LOCAL

1.1 Les actifs financiers : rebond au terme d'une année en demi-teinte

Après les deux replis successifs enregistrés aux premier et deuxième trimestres (-3,3 % et -2,2 %), suivis d'une timide progression au troisième trimestre (+0,4 %), l'épargne collectée enregistre un sursaut au quatrième trimestre 2011 (+12 %). L'encours global des **actifs financiers** détenus à Mayotte atteint ainsi **392,4 millions d'euros**. Sur un an, l'encours progresse de 6,3 % (+23,4 millions d'euros), après +7 % en 2010 (+24 millions d'euros).

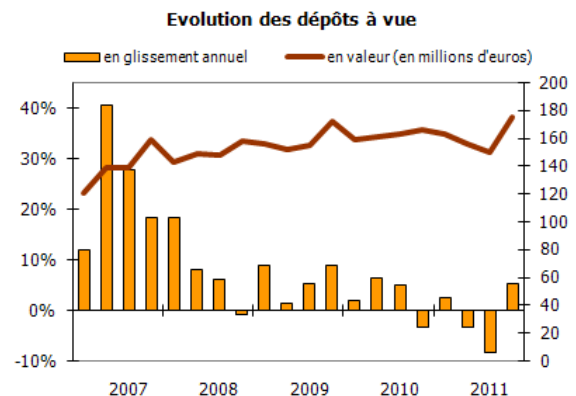
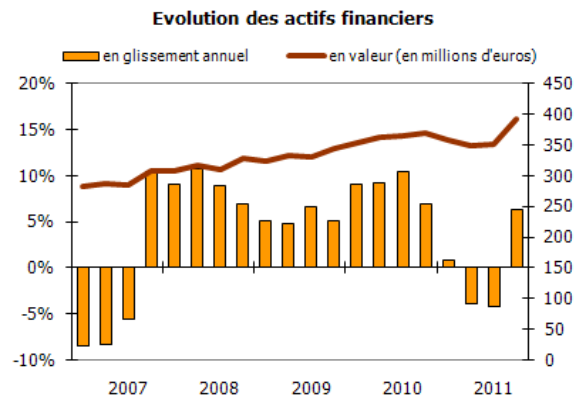
La hausse de l'épargne du quatrième trimestre est portée principalement par la forte croissance des actifs détenus par les **entreprises** (+27,5 %), alors que ces actifs étaient en baisse aux premier et deuxième trimestres (respectivement de -13,5 % et de -11,2 %), avant un rebond au troisième trimestre 2011 (+5,6 %). L'encours atteint 126,5 millions d'euros au 31 décembre 2011.

De manière plus modeste, les actifs financiers des **ménages** contribuent également à la hausse globale des actifs. Ils progressent de 4,4 % au quatrième trimestre (+8,5 millions d'euros) et franchissent le seuil des 200 millions d'euros. Pour sa part, l'épargne détenue par les **autres agents** (sociétés d'assurance, administrations centrales ou de sécurité sociale, etc.) croît de 10,8 % au cours des trois derniers mois (+6,2 millions d'euros).

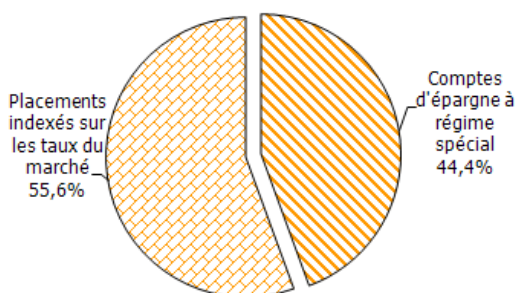
La répartition des actifs par nature se modifie légèrement : les dépôts à vue représentent désormais 45 % contre 43 % au précédent trimestre, le poids des placements liquides ou à court terme reste inchangé (39 %) et l'épargne à long terme perd 2 points (16 % contre 18 %).

L'effritement du volume des **dépôts à vue** observé au cours des trois premiers trimestres 2011 marque un point d'arrêt au quatrième trimestre (+17 %, soit +25 millions d'euros). Ainsi, au 31 décembre 2011, l'encours total s'établit à 174,8 millions d'euros, en hausse de 5,1 % sur un an.

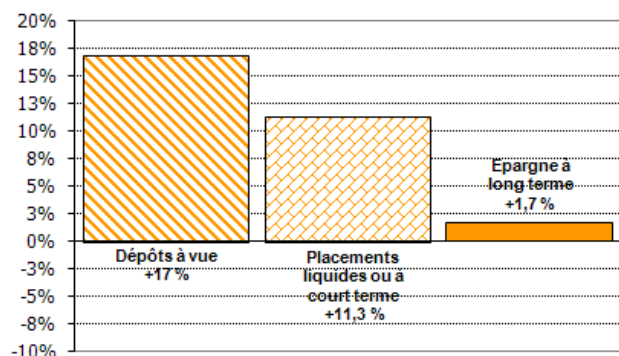
Les **placements liquides ou à court terme** enregistrent également une progression significative de 11,3 % (+15,6 millions d'euros) au quatrième trimestre et s'établissent à 153,9 millions d'euros. L'arbitrage des entreprises en matière de gestion de trésorerie participe à cette évolution : les certificats de dépôts (placements à court terme de 1 jour à 1 an) s'étoffent de 7 millions d'euros sur le trimestre et les comptes à terme de 5,4 millions d'euros. Sur un an, les placements liquides ou à court terme progressent de 6,6 % (+ 9,6 millions d'euros).



Structure des placements liquides ou à court terme



Evolution par rapport au 3ème trimestre 2011



Enfin, **l'épargne à long terme** progresse de 1,7 % pour s'établir à 63,7 millions d'euros. Sa répartition par agents est stable par rapport au troisième trimestre : les ménages en détiennent toujours la quasi-totalité (99,4 %), essentiellement en contrats d'assurance-vie (59 %), en plans d'épargne logement (30 %) et en supports d'épargne collective -OPCVM non monétaires constitués de Sicav et de Fcp- (9 %), le reliquat se trouvant dans les portefeuilles-titres et d'autres comptes d'épargne (3 %).

1.2 Les passifs financiers : légère contraction de l'encours global de crédit

Au 31 décembre 2011, **l'encours brut total de crédit octroyé par l'ensemble des établissements de crédit** intervenant à Mayotte s'établit à **787,7 millions d'euros**, en repli de 0,3 % sur le trimestre (après -1,8 % au 30 septembre). Ainsi, le taux annuel de progression s'établit à 3,4 % (contre +3,1 % entre septembre 2010 et septembre 2011).

A 747 millions d'euros, l'encours total de crédit sain est en repli de 0,5 % sur le trimestre, signe d'une nouvelle dégradation de la qualité globale du portefeuille. Au 31 décembre 2011, le taux annuel de croissance de l'encours de crédit sain s'établit à 2,2 % (contre +0,6 % en 2010 et +7,3 % en 2009). Par ailleurs, le taux de créances douteuses progresse de 0,2 point au quatrième trimestre pour s'établir à 5,1 %. Sur l'année, il progresse de 1,1 point (contre +0,5 point en 2010).

Les concours aux entreprises sont en repli au cours des 3 derniers mois, de 3,6 % (-9,7 millions d'euros), après une baisse de 1,6 % au troisième trimestre. Les concours aux ménages et aux collectivités locales enregistrent une progression au quatrième trimestre respective de 1,3 % (+3,3 millions d'euros) et de 2 % (+3,5 millions d'euros). Les concours aux autres agents se contractent de 1,4 % sur le trimestre (-1 million d'euros).

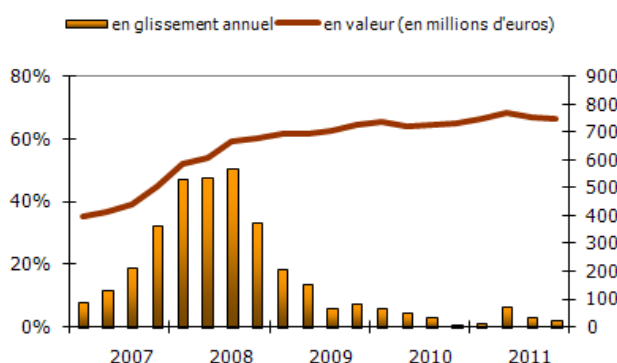
Les crédits aux entreprises, aux ménages et aux collectivités locales représentent respectivement 35 %, 33 % et 23 % de l'encours de crédit sain. Le solde est détenu par les « autres agents » (sociétés d'assurance, administrations centrales ou de sécurité sociale, etc.).

Au 31 décembre 2011, le montant total des concours bruts octroyés par les **établissements de crédit installés localement (ECIL)** s'élève à **587 millions d'euros**, en hausse de 0,6 % sur le trimestre (après -2 % au troisième trimestre). L'année 2011 s'achève sur une croissance globale des encours de crédit de 5 % (après +4,4 % en 2010 et 4 % en 2009).

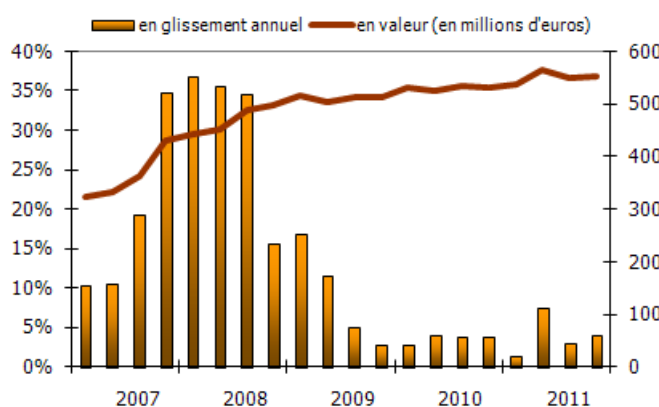
A 553 millions d'euros, l'encours de crédit sain progresse de 0,7 % au quatrième trimestre. Sur un an, son taux de croissance est de 4,1 % (après +3,9 % en 2010 et +2,8 % en 2009). Après trois trimestres successifs de dégradation, le taux de créances douteuses s'améliore légèrement (-0,1 point) pour s'établir à 5,8 %. Enfin, au 31 décembre, le taux de provisionnement s'établit à 39,8 % (43,9 % au précédent trimestre).

Les concours aux entreprises (232,7 millions d'euros) représentent 42 % du total de l'encours de crédit sain. Relativement stables sur le trimestre (-0,2 %), ils enregistrent toutefois une tendance baissière sur les trois dernières années (-1,9 % en 2011, -0,1 % en 2010 et -4 % en 2009). Dans le contexte d'atonie de l'économie mahoraise, la contraction des crédits d'investissement (166,9 millions d'euros au 31 décembre), observée depuis le début de l'année, s'est poursuivie au quatrième trimestre (-1,1 %). Sur un an, l'encours s'est contracté de 6,7 % (après -0,1 % entre septembre 2010 et septembre 2011). Ces crédits sont constitués à 99 % de crédits à l'équipement, le solde étant représenté par les financements en crédit-bail.

Evolution de l'encours de crédit sain de l'ensemble des EC

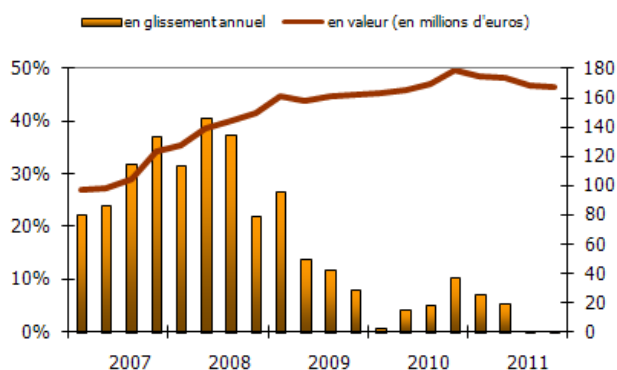


Evolution de l'encours de crédit sain des établissements locaux

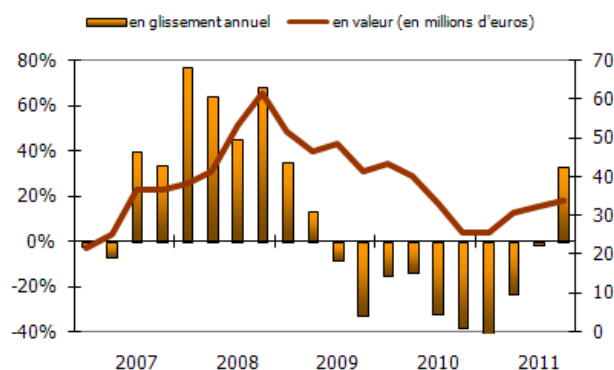


En rupture avec la tendance baissière amorcée fin 2008 (graphique ci-après), depuis le deuxième trimestre 2011, les financements à court terme des entreprises enregistrent une reprise : avec un encours de 33,9 millions d'euros, les crédits d'exploitation progressent de 4,6 % au quatrième trimestre (après +5,1 % au précédent trimestre). L'encours s'étoffe de 8,4 millions sur l'année (+32,9 % après -38,1 % en 2010 et -33 % en 2009). Les comptes ordinaires débiteurs (18 % des crédits d'exploitation) sont en repli de 23,3 % sur le trimestre. Représentant 6 millions d'euros, ils progressent toutefois de 5,3 % sur un an.

Evolution des crédits d'investissement



Evolution des crédits d'exploitation



Les concours aux ménages - qui représentent 41,4 % de l'encours de crédit sain des ECIL - s'élèvent à 229 millions d'euros. Au cours des trois premiers trimestres de l'année 2011, la croissance des concours aux ménages décélère (respectivement de 2,4 %, 0,6 % et 0,4 % aux deuxième, troisième et quatrième trimestres). Près de 53 % des concours aux ménages sont des crédits à l'habitat (121 millions d'euros). En hausse de 3,1 % au 31 décembre, ils conservent une progression dynamique de +5 % sur l'année (après +16,6 % en 2010 et +7,6 % en 2009).

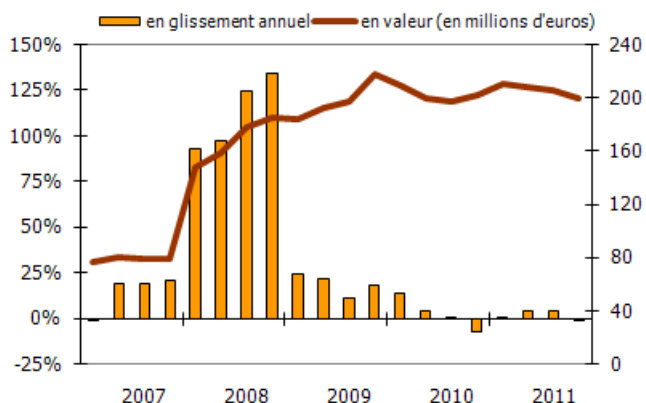
Enfin, dans le contexte de difficultés des finances publiques locales, l'encours de crédit des collectivités locales (84,8 millions d'euros, soit 15,3 % de l'ensemble des concours aux ECIL) repart à la hausse : +4,9 % après -13,7 % précédemment. Les crédits d'exploitation, qui avaient été divisés par 2,3 au troisième trimestre (3,1 millions d'euros), ont été multipliés par 2,7 au quatrième trimestre (8,3 millions d'euros). Ces crédits sont presque exclusivement constitués de comptes ordinaires débiteurs : les ECIL n'octroient quasiment plus de crédits de trésorerie aux collectivités locales. Enfin, les crédits d'investissement sont stables au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent, à 74,4 millions d'euros. La tendance sur un an demeure toutefois dynamique : +51,6 % en 2011, après +55,2 % en 2010 et +22,5 % en 2009.

L'activité des établissements de crédit non installés localement (ECNIL) avait bien progressé en 2008 et 2009 (+134 % et +18 %). Fin 2010, elle s'inscrivait en repli de 7,2 %.

Au quatrième trimestre 2011, l'encours brut de crédit des ECNIL est en retrait de 2,6 % (après -0,9 % et -1,3 % aux deuxième et troisième trimestres). Représentant **200 millions d'euros**, il enregistre un nouveau recul sur 2011 (-0,9 %).

Le volume d'affaires des ECNIL représente un peu plus du quart de l'ensemble des concours consentis sur la place de Mayotte. Les ECNIL sont sollicités essentiellement par les collectivités locales dont ils financent 51 % des besoins. En comparaison, ils ne couvrent que 11 % des besoins de financement des entreprises.

Evolution de l'encours de crédit brut des ECNIL



2. Les risques recensés au SCR

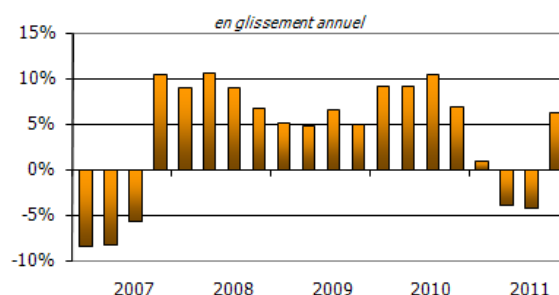
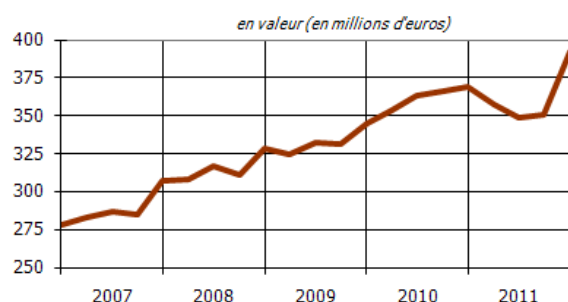
A fin décembre 2011, l'encours total des risques recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France sur les entreprises de Mayotte (ainsi que les administrations publiques et autres personnes morales) s'élevait à 590 millions d'euros, en hausse de 4,1 % (après une baisse de 6,3 % au précédent trimestre).

Quatre des vingt secteurs d'activité concentrent près de 70 % des engagements répertoriés par le SCR sur Mayotte (à partir du seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique), soit un encours de plus de 406 millions d'euros : administrations publiques (29,9 % de l'ensemble), en retrait de 1,1 % ; activités immobilières (19,1 %), en progression de 2,5 % ; commerce, réparation d'automobiles et de motocycles (10 %), en progression de 2 %, et santé humaine et action sociale (9,9 %), en repli de 0,8 % sur le trimestre.

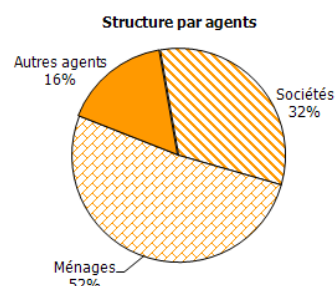
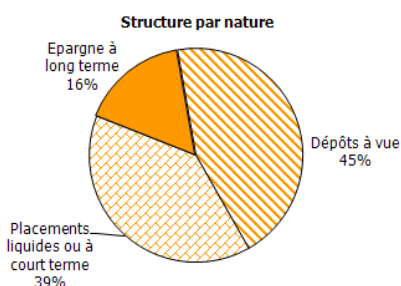
2. LES ACTIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

	31-déc-06	31-déc-07	31-déc-08	31-déc-09	31-déc-10	31-mars-11	30-juin-11	30-sept-11	31-déc-11	Variations	
										1 an	1 trim.
Sociétés	66,860	84,757	87,138	88,961	122,234	105,776	93,902	99,154	126,465	3,5%	27,5%
Dépôts à vue	49,312	69,792	68,119	78,752	77,218	74,378	64,445	62,321	78,274	1,4%	25,6%
Placements liquides ou à court terme	17,200	14,813	18,860	10,038	44,847	31,221	29,286	36,652	48,026	7,1%	31,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,002	-	-
Placements indexés sur les taux du marché	17,200	14,813	18,860	10,038	44,847	31,221	29,286	36,652	48,026	7,1%	31,0%
dont comptes à terme	8,954	3,976	8,578	5,265	12,020	6,687	10,154	19,465	24,820	106,5%	27,5%
dont OPCVM monétaires	2,610	1,458	2,067	1,773	2,112	12,769	10,727	8,582	7,601	259,9%	-11,4%
dont certificats de dépôts	5,100	8,521	7,920	3,000	30,715	11,765	8,405	8,605	15,605	-49,2%	81,3%
Epargne à long terme	0,348	0,152	0,159	0,171	0,169	0,177	0,171	0,181	0,163	-3,2%	-9,8%
dont OPCVM non monétaires	0,248	0,067	0,070	0,069	0,069	0,069	0,069	0,070	0,051	-26,1%	-27,1%
Ménages	120,906	139,953	166,067	180,191	189,193	192,835	198,107	193,622	202,122	6,8%	4,4%
Dépôts à vue	50,551	57,248	57,793	61,155	61,345	61,420	64,147	60,641	64,349	4,9%	6,1%
Placements liquides ou à court terme	47,776	56,837	65,357	63,864	69,726	69,688	71,717	70,771	74,503	6,9%	5,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	38,859	40,934	46,139	55,342	59,969	61,465	63,481	62,153	65,396	9,0%	5,2%
Livrets ordinaires	36,616	38,552	42,188	46,455	46,662	46,907	48,147	48,024	48,024	2,9%	3,3%
Livrets A et bleus	0,000	0,000	0,868	5,625	9,079	10,312	10,881	11,223	12,626	39,1%	12,5%
Livrets jeunes	0,029	0,047	0,065	0,117	0,199	0,233	0,231	0,202	0,242	22,2%	20,2%
Livrets d'épargne populaire	0,019	0,000	0,055	0,043	0,069	0,035	0,034	0,036	0,028	-59,2%	-21,7%
CODEVI	0,076	0,104	0,157	0,253	0,315	0,310	0,357	0,374	0,421	33,8%	12,6%
Comptes d'épargne logement	2,119	2,231	2,806	2,849	3,646	3,668	3,832	3,836	4,054	11,2%	5,7%
Placements indexés sur les taux du marché	8,917	15,903	19,218	8,522	9,756	8,223	8,236	8,618	9,108	-6,6%	5,7%
dont comptes à terme	4,665	11,512	17,748	7,235	8,697	7,373	7,596	7,948	7,869	-9,5%	-1,0%
dont bons de caisse	3,524	3,094	0,896	0,440	0,318	0,237	0,000	0,000	0,020	-93,7%	-
dont OPCVM monétaires	0,728	1,297	0,574	0,847	0,741	0,614	0,640	0,670	1,219	64,5%	81,9%
Epargne à long terme	22,579	25,868	42,917	55,172	58,122	61,727	62,242	62,210	63,270	8,9%	1,7%
Plans d'épargne logement	10,449	11,724	12,518	9,931	17,606	17,974	18,239	18,426	19,138	8,7%	3,9%
Plans d'épargne populaire	0,281	0,271	0,181	4,323	0,254	0,181	0,181	0,181	0,187	-26,2%	3,6%
Autres comptes d'épargne	0,034	0,037	0,037	0,389	0,479	0,048	0,060	0,092	0,077	-84,0%	-17,1%
Portefeuille-titres	0,536	0,323	0,127	0,781	1,259	1,328	0,991	0,767	0,910	-27,7%	18,6%
OPCVM non monétaires	2,525	2,849	3,851	4,349	5,650	5,797	5,854	5,630	5,452	-3,5%	-3,2%
Contrats d'assurance-vie	8,754	10,664	26,203	35,399	32,875	36,398	36,917	37,114	37,506	14,1%	1,1%
Autres agents	90,387	82,670	75,239	75,814	57,575	58,371	56,994	57,535	63,775	10,8%	10,8%
Dépôts à vue	34,632	31,997	31,841	32,070	27,707	27,141	27,131	26,495	32,204	16,2%	21,5%
Placements liquides ou à court terme	42,481	37,399	30,124	30,408	29,699	31,014	29,642	30,807	31,324	5,5%	1,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	1,977	1,568	1,409	2,403	3,267	3,579	2,769	2,884	2,959	-9,4%	2,6%
Placements indexés sur les taux du marché	40,504	35,831	28,715	28,005	26,431	27,435	26,873	27,923	28,365	7,3%	1,6%
dont comptes à terme	39,445	34,461	27,367	26,994	26,431	27,435	26,873	27,923	28,365	7,3%	1,6%
Epargne à long terme	13,274	13,274	13,274	13,336	0,170	0,215	0,221	0,234	0,247	45,5%	5,8%
TOTAL	278,153	307,380	328,444	344,966	369,002	356,982	349,002	350,311	392,363	6,3%	12,0%
Dépôts à vue	134,495	159,037	157,753	171,977	166,270	162,939	155,723	149,456	174,827	5,1%	17,0%
Placements liquides ou à court terme	107,457	109,049	114,341	104,310	144,271	131,924	130,645	138,230	153,855	6,6%	11,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	40,836	42,502	47,548	57,745	63,237	65,044	66,250	65,037	68,356	8,1%	5,1%
Placements indexés sur les taux du marché	66,621	66,547	66,793	46,565	81,035	66,880	64,395	73,194	85,499	5,5%	16,8%
Epargne à long terme	36,201	39,294	56,350	68,679	58,461	62,119	62,634	62,624	63,681	8,9%	1,7%

Ensemble des actifs financiers



Structure des actifs financiers au 31 décembre 2011



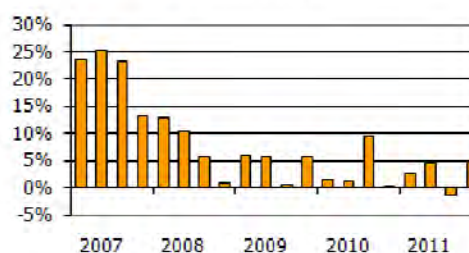
Evolution des placements des ménages

Dépôts à vue

en valeur (en millions d'euros)

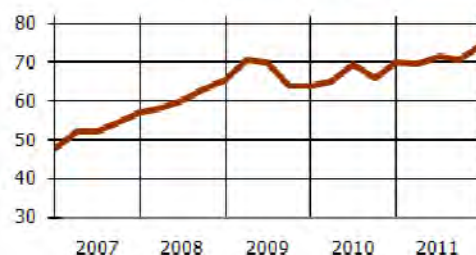


en glissement annuel

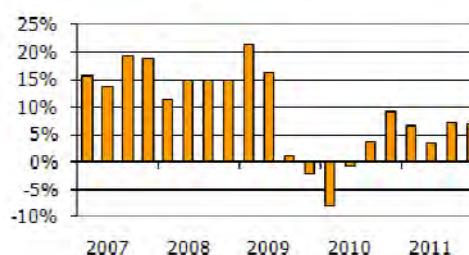


Placements liquides ou à court terme

en valeur (en millions d'euros)

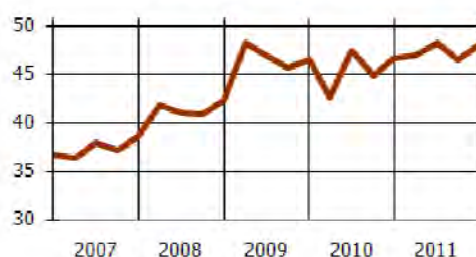


en glissement annuel

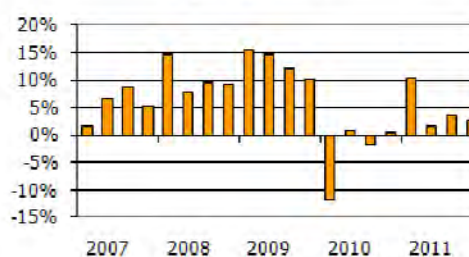


Livrets ordinaires

en valeur (en millions d'euros)

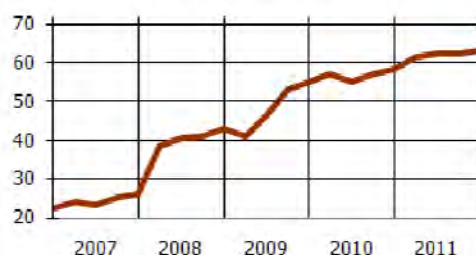


en glissement annuel

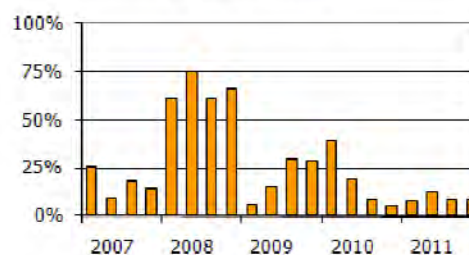


Epargne à long terme

en valeur (en millions d'euros)



en glissement annuel

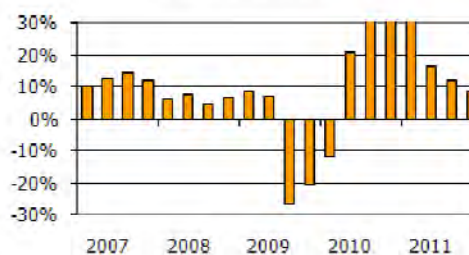


Plans d'épargne logement

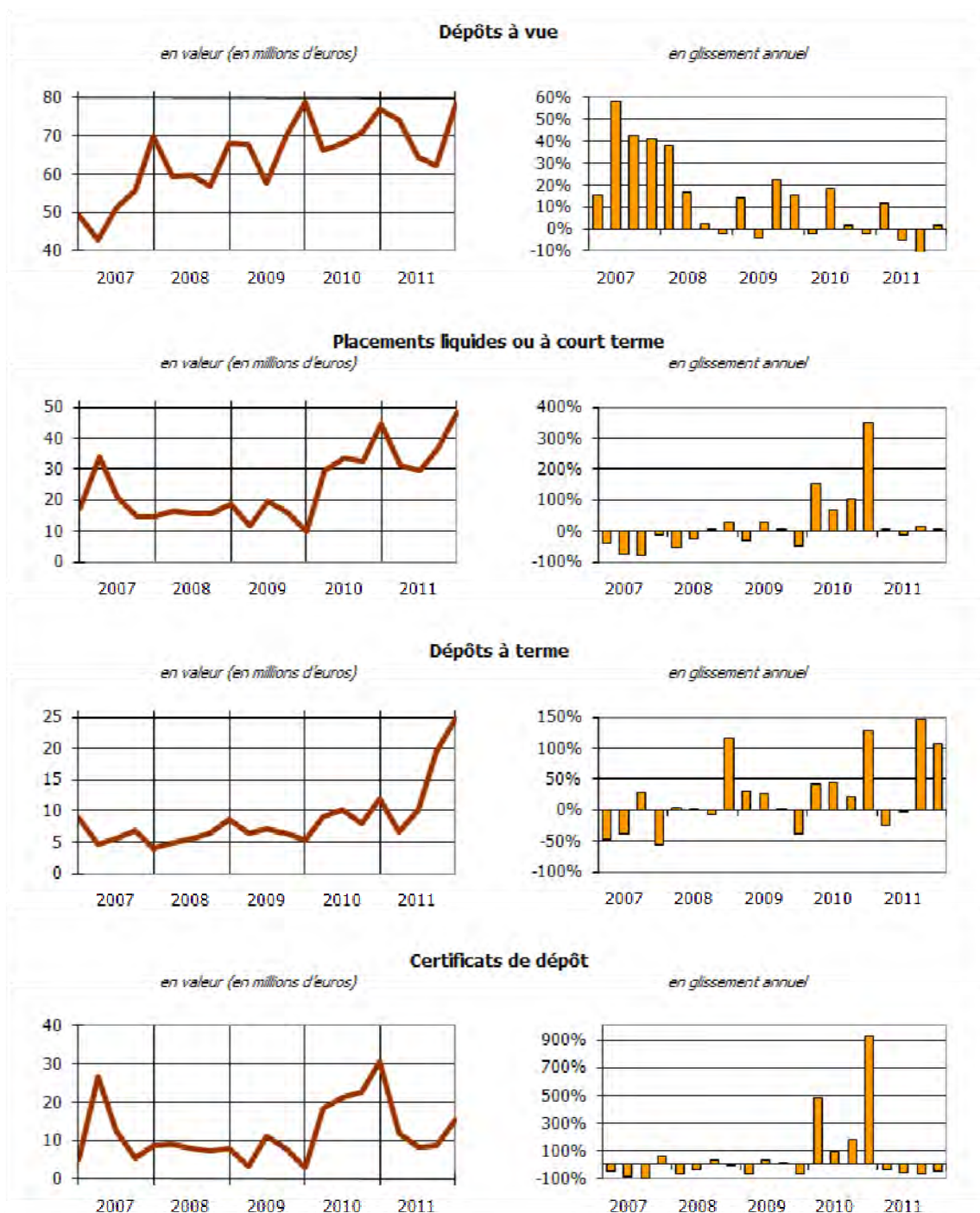
en valeur (en millions d'euros)



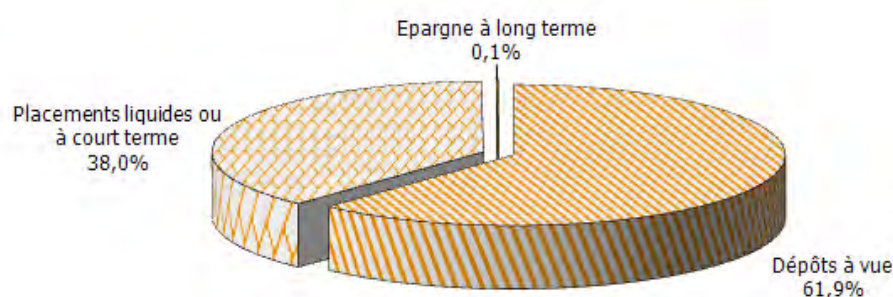
en glissement annuel



Evolution des disponibilités des entreprises



Répartition des actifs financiers des entreprises par nature au 31 décembre 2011



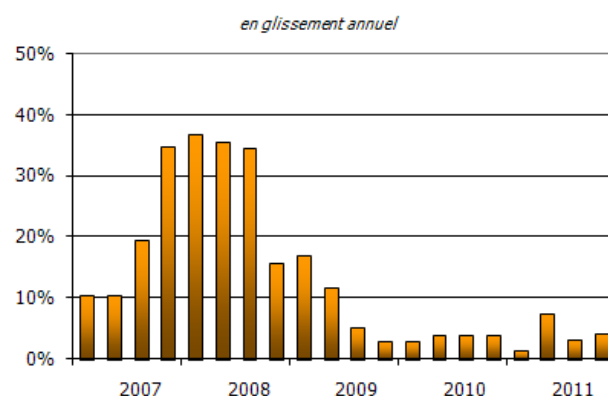
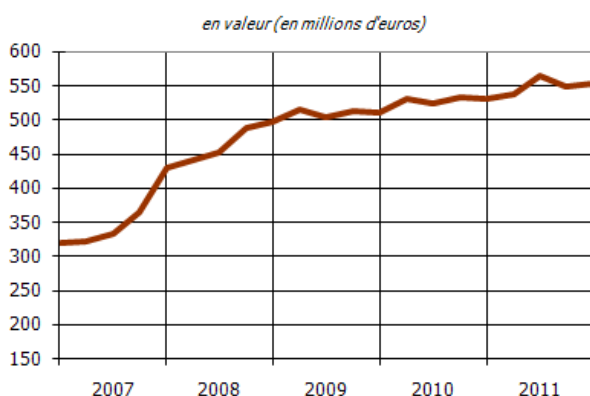
3. LES PASSIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

3.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux (*)

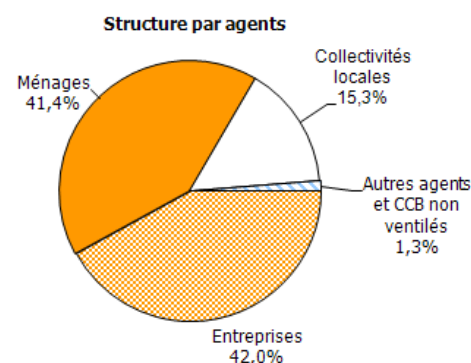
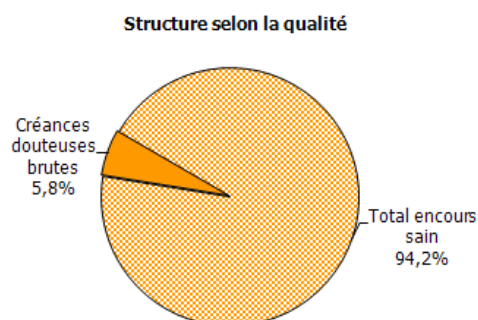
	Montants en millions au									Variations	
	31-déc-06	31-déc-07	31-déc-08	31-déc-09	31-déc-10	31-mars-11	30-juin-11	30-sept-11	31-déc-11	1 an	1 trim.
Entreprises	127,960	195,488	247,349	237,486	237,150	232,093	235,783	233,059	232,671	-1,9%	-0,2%
Crédits d'exploitation	27,315	36,496	61,473	41,196	25,503	25,401	30,834	32,401	33,896	32,9%	4,6%
Créances commerciales	5,401	5,944	5,052	3,573	2,839	2,214	2,251	2,400	2,244	-21,0%	-6,5%
Crédits de trésorerie	13,463	16,140	22,794	16,268	16,883	16,351	21,439	22,063	25,562	51,4%	15,9%
dont entrepreneurs individuels	1,898	2,866	4,077	4,399	4,417	4,428	4,460	4,363	3,697	-16,3%	-15,3%
Comptes ordinaires débiteurs	8,451	14,412	33,627	21,355	5,781	6,837	7,144	7,938	6,089	5,3%	-23,3%
Affecturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Crédits d'investissement	89,582	123,010	150,067	161,933	178,843	174,756	173,539	168,874	166,944	-6,7%	-1,1%
Crédits à l'équipement	84,081	114,857	143,192	157,322	175,418	171,711	170,910	166,674	166,318	-5,2%	-0,2%
dont entrepreneurs individuels	6,634	7,735	8,401	7,214	5,766	5,615	5,343	5,454	5,457	-5,4%	0,1%
Crédit-bail	5,501	8,153	6,875	4,611	3,425	3,045	2,629	2,200	0,626	-81,7%	-71,5%
Crédits à l'habitat	7,453	32,989	33,309	31,626	29,718	29,575	29,184	30,011	29,810	0,3%	-0,7%
Autres crédits	3,610	2,993	2,500	2,731	3,086	2,361	2,227	1,774	2,022	-34,5%	14,0%
Ménages	127,616	165,859	202,496	209,401	224,430	221,602	226,864	228,118	229,027	2,0%	0,4%
Crédits à la consommation	69,573	91,297	110,546	110,373	109,136	107,357	111,373	110,768	108,004	-1,0%	-2,5%
Crédits de trésorerie	64,823	84,932	104,086	104,107	103,217	101,511	105,728	104,603	103,760	0,5%	-0,8%
Comptes ordinaires débiteurs	3,248	4,445	4,387	4,418	3,980	3,867	3,671	4,425	4,244	6,6%	-4,1%
Crédit-bail	1,502	1,920	2,073	1,848	1,938	1,980	1,973	1,740	0,000	-	-
Crédits à l'habitat	57,464	74,562	91,911	98,918	115,294	114,244	115,491	117,351	121,023	5,0%	3,1%
Autres crédits	0,579	0,000	0,039	0,110	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Collectivités locales	58,261	63,874	41,828	58,550	64,365	78,191	93,616	80,769	84,740	31,7%	4,9%
Crédits d'exploitation	0,000	16,943	2,800	14,008	7,363	5,933	7,013	3,111	8,276	12,4%	166,0%
Crédits de trésorerie	0,000	14,230	0,000	10,868	2,414	0,650	0,462	0,000	0,002	-99,9%	-
Comptes ordinaires débiteurs	0,000	2,713	2,800	3,140	4,949	5,283	6,551	3,111	8,274	67,2%	166,0%
Crédits d'investissement	34,808	28,422	25,829	31,636	49,086	64,342	83,329	74,385	74,425	51,6%	0,1%
Crédits à l'équipement	34,794	28,367	25,724	31,565	49,052	64,315	83,308	74,368	74,414	51,7%	0,1%
Crédit-bail	0,014	0,055	0,105	0,071	0,034	0,026	0,021	0,016	0,011	-66,7%	-31,5%
Crédits à l'habitat	4,106	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Autres crédits	19,347	18,509	13,199	12,906	7,916	7,916	3,274	3,274	2,039	-74,2%	-37,7%
Autres agents et CCB non ventilés	5,372	4,856	5,918	6,213	5,805	6,624	7,931	7,932	7,069	21,8%	-10,9%
Total encours sain	319,209	430,077	497,591	511,650	531,750	538,510	564,194	549,879	553,507	4,1%	0,7%
Créances douteuses brutes	33,956	15,617	17,940	24,289	27,879	29,039	31,849	34,398	33,988	21,9%	-1,2%
Créances douteuses nettes	28,253	9,125	10,466	13,260	15,814	16,286	17,310	19,286	20,456	29,3%	6,1%
Provisions	5,703	6,492	7,474	11,029	12,065	12,754	14,539	15,112	13,533	12,2%	-10,5%
Total encours brut	353,165	445,694	515,531	535,939	559,630	567,549	596,043	584,276	587,495	5,0%	0,6%
Taux de créances douteuses	9,6%	3,5%	3,5%	4,5%	5,0%	5,1%	5,3%	5,9%	5,8%	0,8	-0,1
Taux de provisionnement	16,8%	41,6%	41,7%	45,4%	43,3%	43,9%	45,6%	43,9%	39,8%	-3,5	-4,1

(*) Changement de périmètre ECL (Cf. Avertissement en-tête de la méthodologie, page 3).

Encours de crédit sain des EC locaux

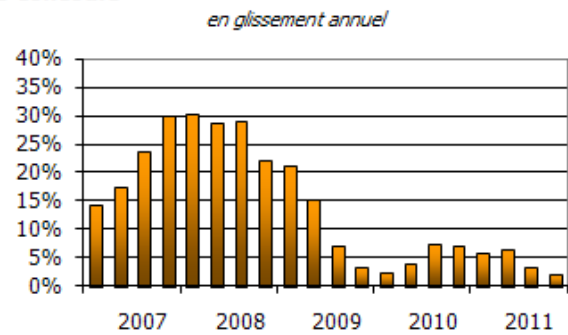
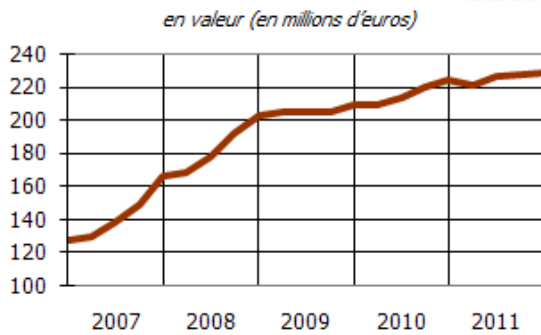


Structure des passifs financiers au 31 décembre 2011

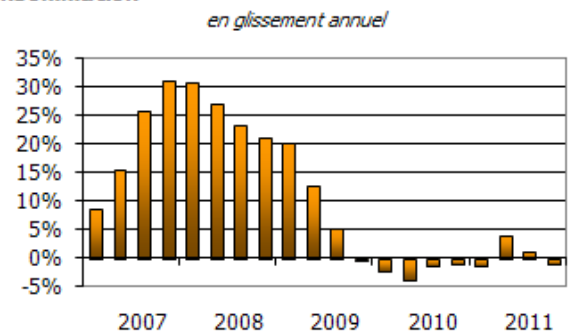


Evolution de l'endettement des ménages

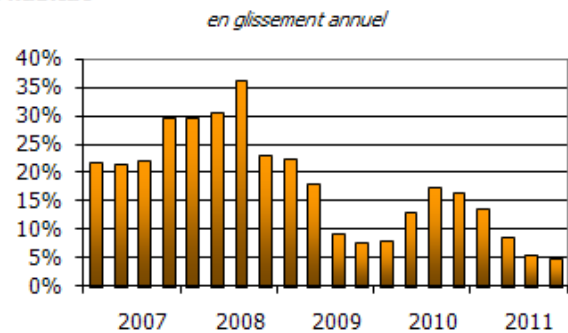
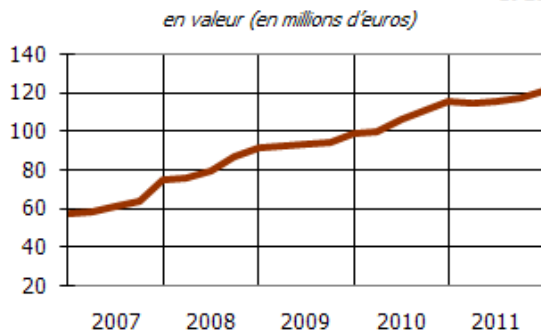
Ensemble des concours



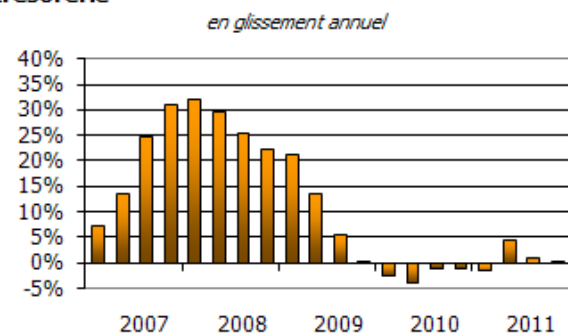
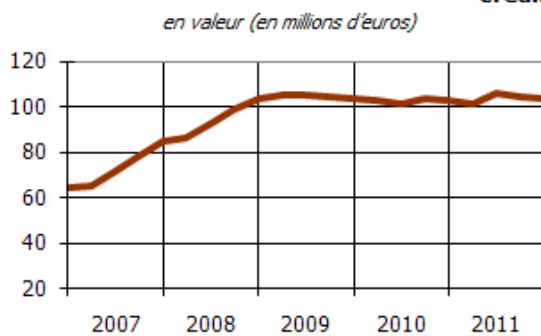
Crédits à la consommation



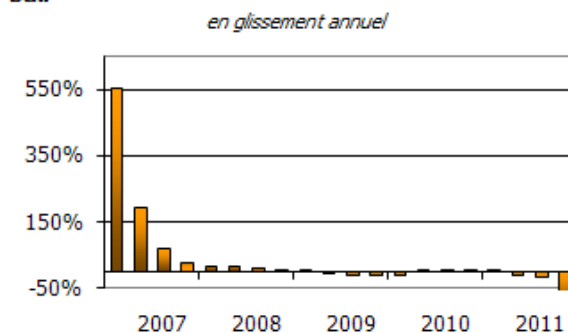
Crédits à l'habitat



Crédits de trésorerie

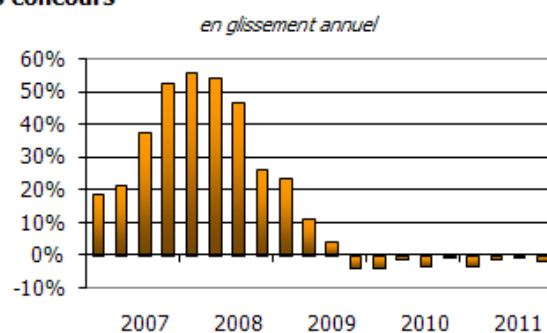


Crédit-bail

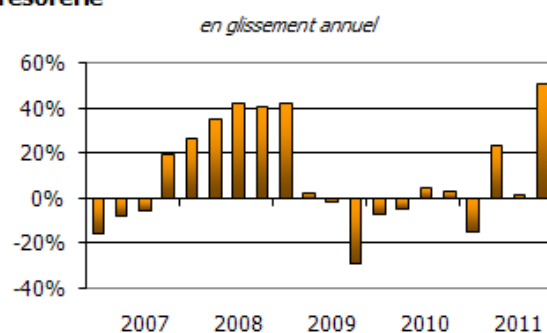
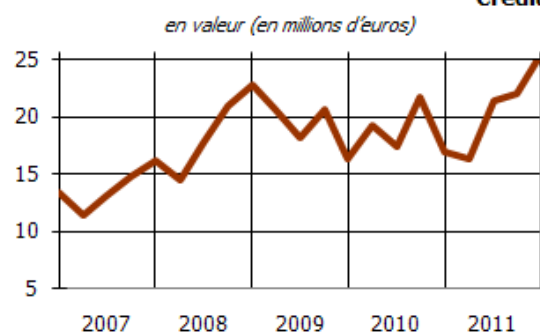


Evolution de l'endettement des entreprises

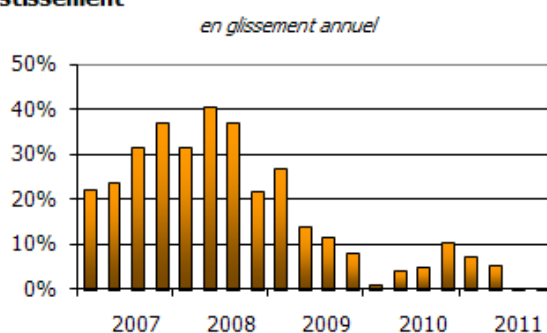
Ensemble des concours



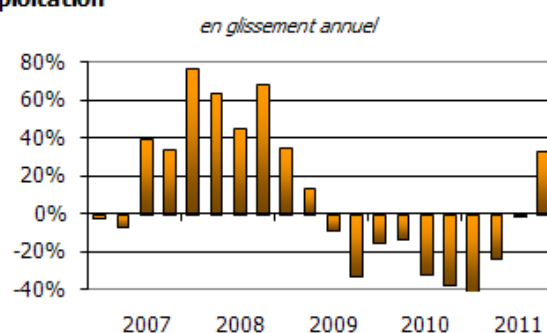
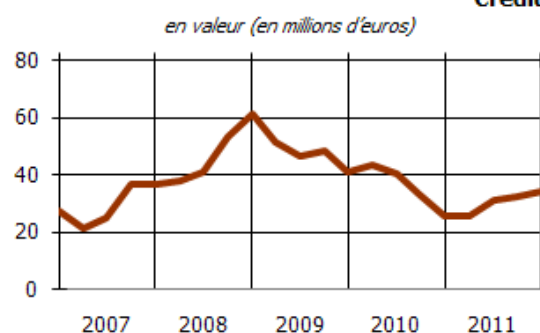
Crédits de trésorerie



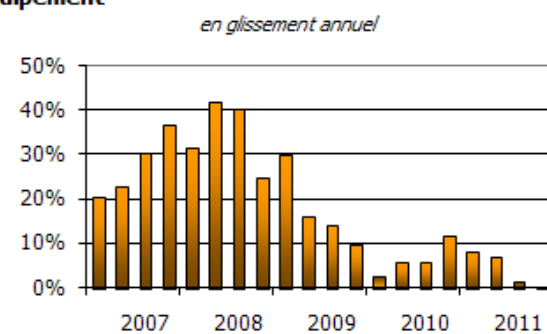
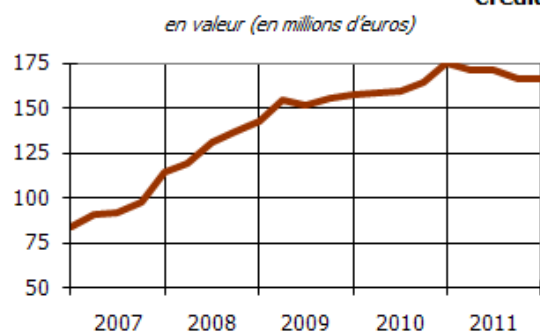
Crédits d'investissement



Crédits d'exploitation



Crédits d'équipement

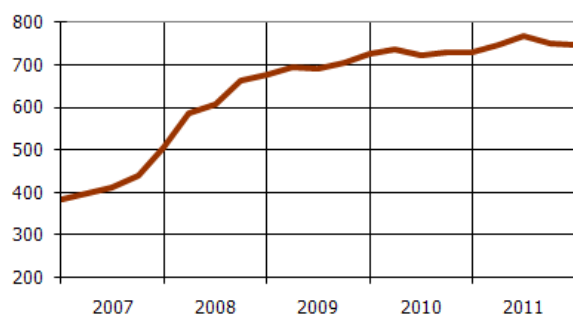


3.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

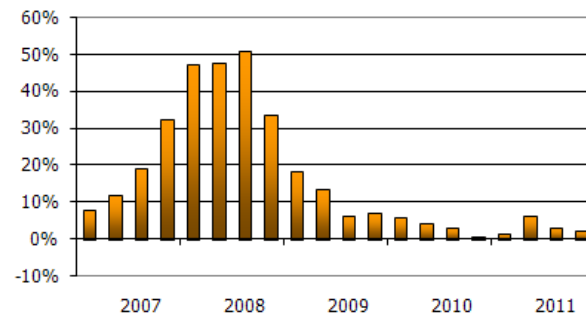
	Montants en millions au									Variations	
	31-déc-06	31-déc-07	31-déc-08	31-déc-09	31-déc-10	31-mars-11	30-juin-11	30-sept-11	31-déc-11	1 an	1 trim.
Entreprises	161,630	227,442	279,241	269,332	267,494	272,865	274,933	270,541	260,795	-2,5%	-3,6%
Crédits d'exploitation	27,541	37,105	62,748	44,071	26,889	25,980	31,381	32,655	34,661	28,9%	6,1%
Créances commerciales	5,401	5,944	5,052	3,573	2,839	2,214	2,251	2,400	2,244	-21,0%	-6,5%
Crédits de trésorerie	13,463	16,140	22,904	18,244	16,967	16,351	21,574	22,198	26,032	53,4%	17,3%
dont entrepreneurs individuels	1,898	2,866	4,077	4,405	4,432	4,428	4,595	4,498	3,831	-13,6%	-14,8%
Comptes ordinaires débiteurs	8,451	14,412	33,627	21,355	6,432	6,837	7,144	7,938	6,386	-0,7%	-19,6%
Affacturage	0,226	0,609	1,165	0,899	0,651	0,579	0,412	0,119	0,000	-	-
Crédits d'investissement	98,440	130,506	157,321	170,184	188,527	195,837	193,337	188,159	176,556	-6,3%	-6,2%
Crédits à l'équipement	89,387	118,386	146,186	161,680	183,994	191,803	189,811	185,099	173,821	-5,5%	-6,1%
dont entrepreneurs individuels	7,082	8,024	8,547	7,450	6,451	6,420	6,181	6,301	6,321	-2,0%	0,3%
Crédit-bail	9,053	12,120	11,135	8,504	4,533	4,034	3,526	3,061	2,735	-39,7%	-10,6%
Crédits à l'habitat	32,039	56,838	56,672	52,346	48,992	48,687	47,989	47,954	47,556	-2,9%	-0,8%
Autres crédits	3,610	2,993	2,500	2,731	3,086	2,361	2,227	1,774	2,022	-34,5%	14,0%
Ménages	138,779	177,892	215,223	224,750	237,210	234,220	239,415	242,387	245,641	3,6%	1,3%
Crédits à la consommation	74,539	96,892	116,707	117,584	113,501	111,796	116,037	115,791	114,775	1,1%	-0,9%
Crédits de trésorerie	66,553	87,291	107,011	108,082	107,580	105,930	110,377	109,610	108,941	1,3%	-0,6%
Comptes ordinaires débiteurs	3,248	4,445	4,387	4,418	3,982	3,887	3,687	4,441	4,303	8,0%	-3,1%
Crédit-bail	4,738	5,156	5,309	5,084	1,938	1,980	1,973	1,740	1,531	-21,0%	-12,0%
Crédits à l'habitat	63,661	81,000	98,477	107,056	123,709	122,424	123,378	126,596	130,867	5,8%	3,4%
Autres crédits	0,579	0,000	0,039	0,110	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Collectivités locales	76,173	84,351	142,067	156,894	157,178	169,479	184,074	168,622	172,077	9,5%	2,0%
Crédits d'exploitation	0,000	16,943	28,700	14,208	7,363	6,048	7,013	3,111	8,276	12,4%	166,0%
Crédits de trésorerie	0,000	14,230	25,900	11,068	2,414	0,650	0,462	0,000	0,002	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	0,000	2,713	2,800	3,140	4,949	5,398	6,551	3,111	8,274	67,2%	166,0%
Crédits d'investissement	52,720	48,899	100,168	128,720	140,787	154,807	172,325	161,972	160,714	14,2%	-0,8%
Crédits à l'équipement	52,706	48,844	100,063	128,649	140,753	154,780	172,304	161,955	160,703	14,2%	-0,8%
Crédit-bail	0,014	0,055	0,105	0,071	0,034	0,026	0,021	0,016	0,011	-66,5%	-30,9%
Crédits à l'habitat	4,106	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Autres crédits	19,347	18,509	13,199	13,966	9,028	8,624	4,736	3,540	3,087	-65,8%	-12,8%
Autres agents et CCB non ventilés	7,058	17,732	41,208	76,226	69,336	69,628	70,677	69,752	68,764	-0,8%	-1,4%
Total encours sain	383,640	507,417	677,739	727,202	731,217	746,192	769,099	751,303	747,277	2,2%	-0,5%
Créances douteuses brutes	35,014	17,285	22,759	26,545	30,508	31,603	35,235	38,608	40,414	32,5%	4,7%
Créances douteuses nettes	29,135	10,793	15,285	15,516	18,443	18,850	20,696	23,496	24,850	34,7%	5,8%
Provisions	5,879	6,492	7,474	11,029	12,065	12,754	14,539	15,112	15,564	29,0%	3,0%
Total encours brut	418,654	524,702	700,498	753,747	761,726	777,795	804,334	789,911	787,691	3,4%	-0,3%
Taux de créances douteuses	8,4%	3,3%	3,2%	3,5%	4,0%	4,1%	4,4%	4,9%	5,1%	1,1	0,2
Taux de provisionnement	16,8%	37,6%	32,8%	41,5%	39,5%	40,4%	41,3%	39,1%	38,5%	-1,0	-0,6

Encours de crédit sain total

en valeur (en millions d'euros)

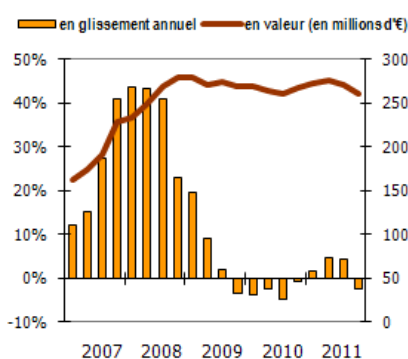


en glissement annuel

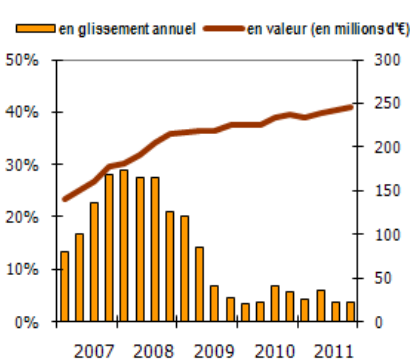


Concours consentis par l'ensemble des EC

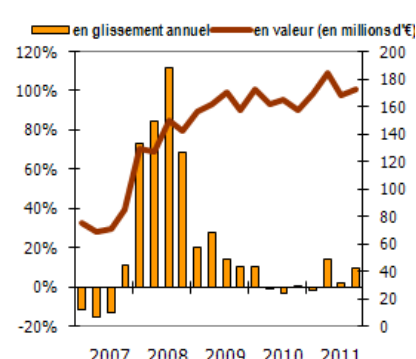
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages

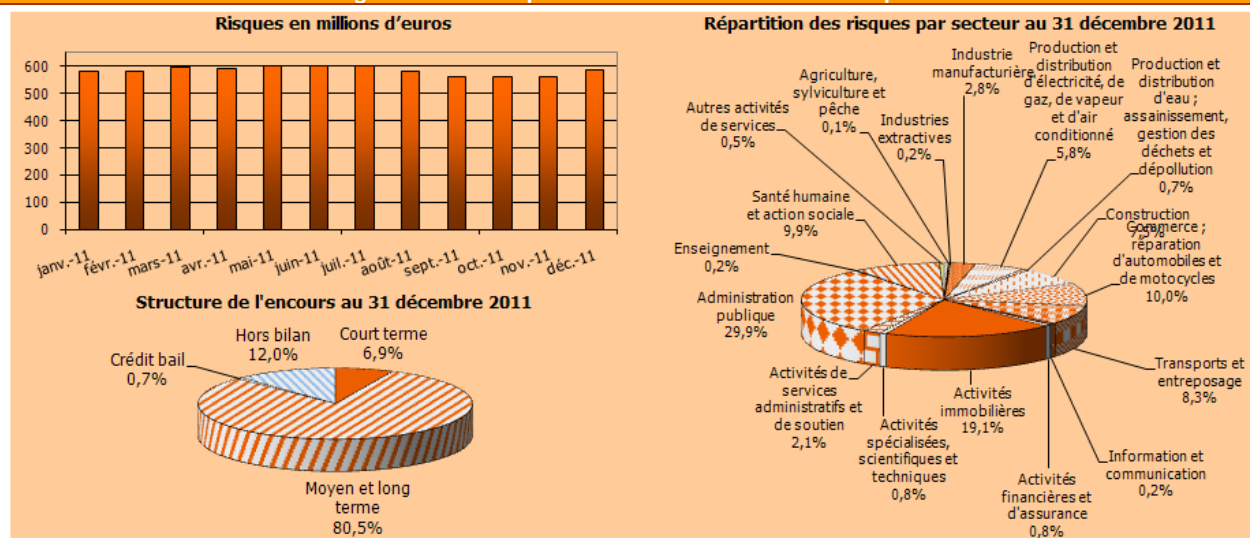


Encours de crédit aux collectivités locales

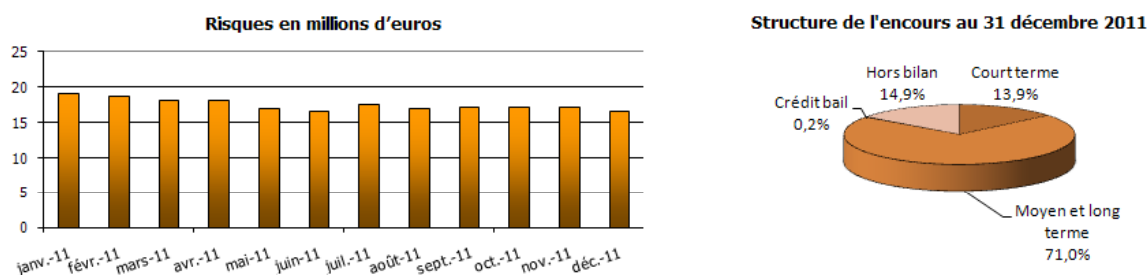


4. RISQUES SECTORIELS

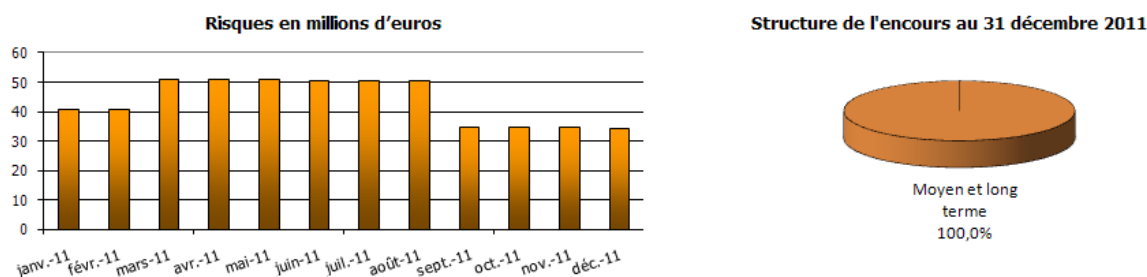
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



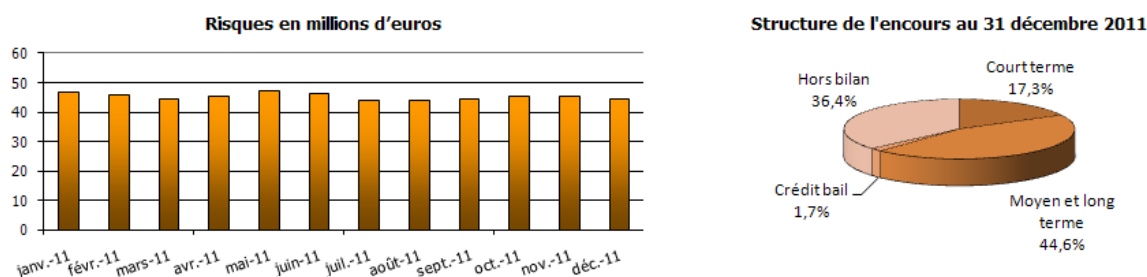
Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière



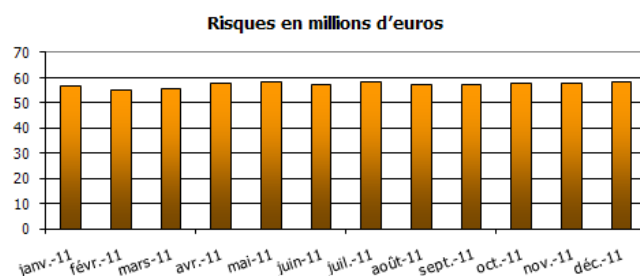
Risques bancaires sur le secteur de la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné



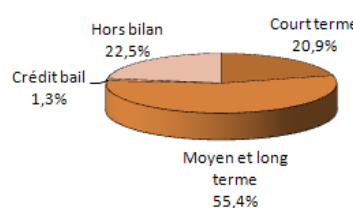
Risques bancaires sur le secteur de la construction



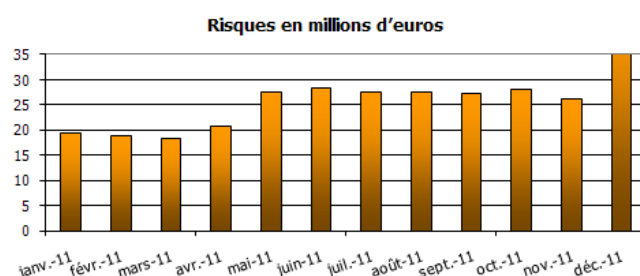
Risques bancaires sur le secteur du commerce; réparation d'automobiles et de motocycles



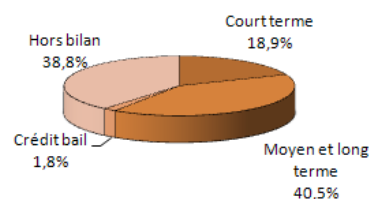
Structure de l'encours au 31 décembre 2011



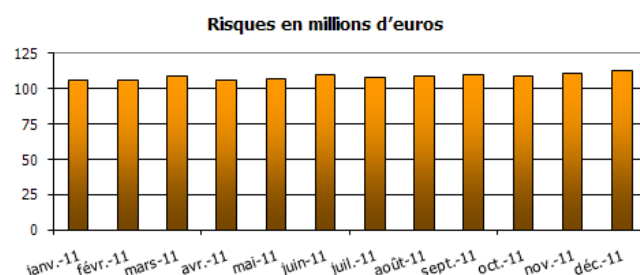
Risques bancaires sur le secteur des transports et entreposage



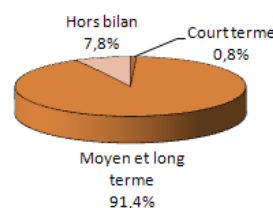
Structure de l'encours au 31 décembre 2011



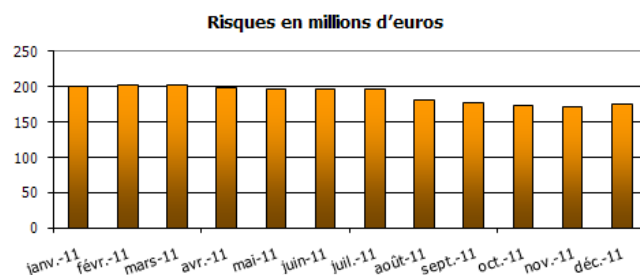
Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières



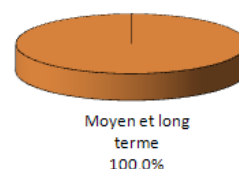
Structure de l'encours au 31 décembre 2011



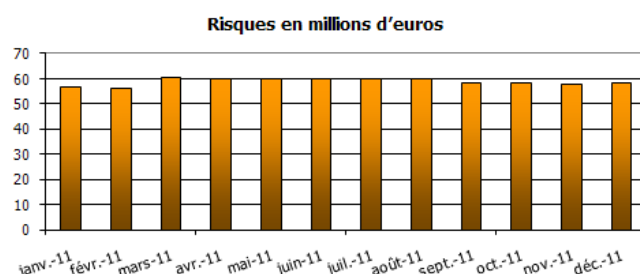
Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques



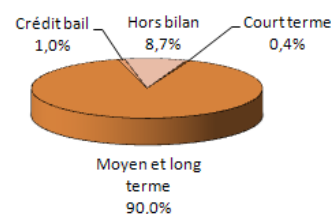
Structure de l'encours au 31 décembre 2011



Risques bancaires sur le secteur de la santé humaine et de l'action sociale



Structure de l'encours au 31 décembre 2011



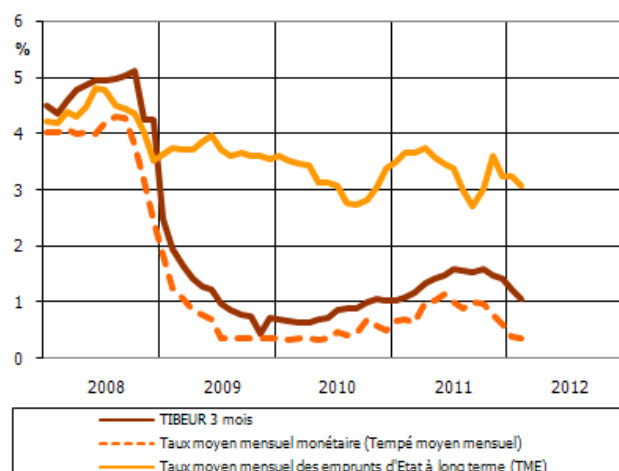
5. RAPPEL DES TAUX

5.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (14/12/2011)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (14/12/2011)	0,25%
Taux de la facilité de prêt marginal (14/12/2011)	1,75%

TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2012 (JO du 08/02/2012)	0,71%
ANNEE 2011 (JO du 03/02/2011)	0,38%
ANNEE 2010 (JO du 11/02/2010)	0,65%

5.2 Principaux taux de marché



5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie		Seuil de l'usure application à compter					
		du 4e trimestre 2010	du 1er trimestre 2011	du 2e trimestre 2011	du 3e trimestre 2011	du 4e trimestre 2011	du 1er trimestre 2012
PARTICULIERS	Prêts immobiliers						
	- Prêts à taux fixe	5,60%	5,51%	5,61%	5,97%	6,23%	6,24%
	- Prêts à taux variable	5,05%	4,96%	5,01%	5,33%	5,61%	5,83%
	- Prêts relais	6,27%	5,88%	5,99%	6,07%	6,28%	6,43%
	Autres prêts						
PARTICULIERS	- Prêts d'un montant < ou = à 1 524 €* - Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	21,32%	21,31%	21,47%	21,41%	21,03%	20,65%
	- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	19,32%	19,67%	19,53%	19,37%	19,27%	19,15%
	- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	8,15%	7,77%	8,03%	11,22%	12,76%	13,98%
	Prêts aux entreprises **						
ENTREPRISES	- Découverts en compte ***	13,59%	13,77%	13,77%	13,88%	13,84%	13,80%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

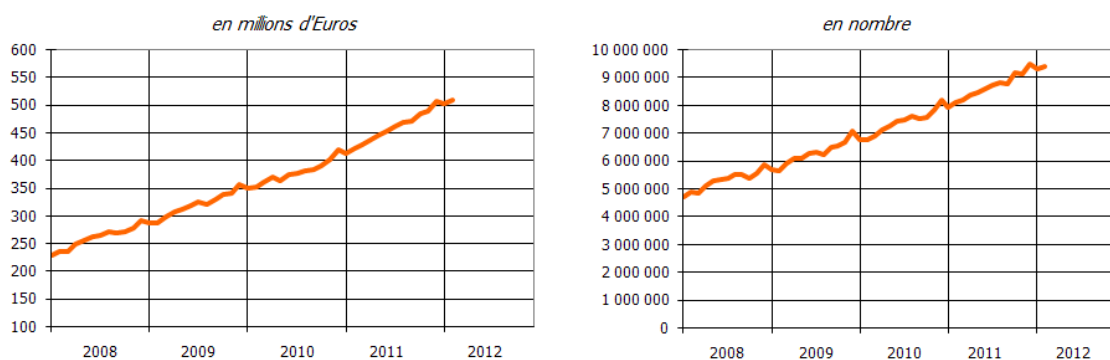
(**) Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

(***) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

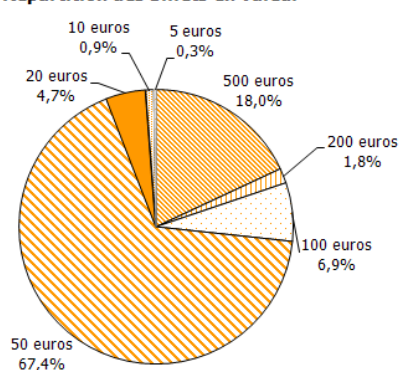
6. MONNAIE FIDUCIAIRE

6.1 Emission mensuelle de billets euros

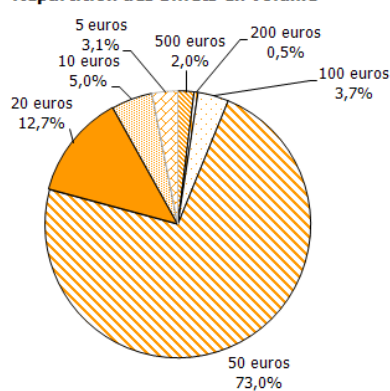
Emissions nettes cumulées de billets au 29 février 2012



Répartition des billets en valeur

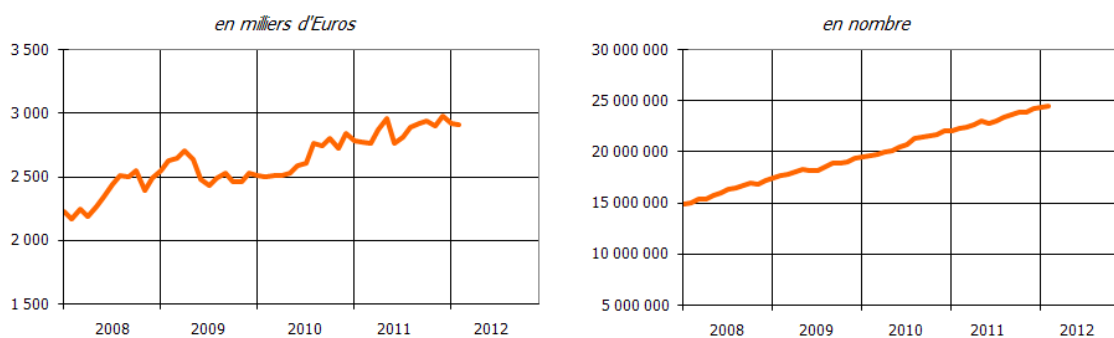


Répartition des billets en volume

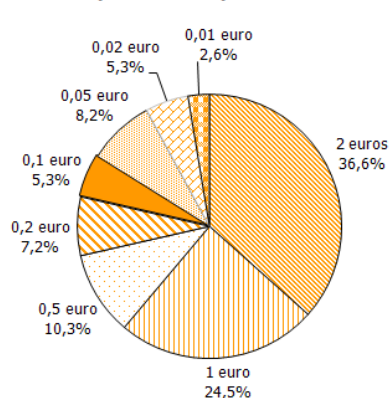


6.2 Emission mensuelle de pièces euros

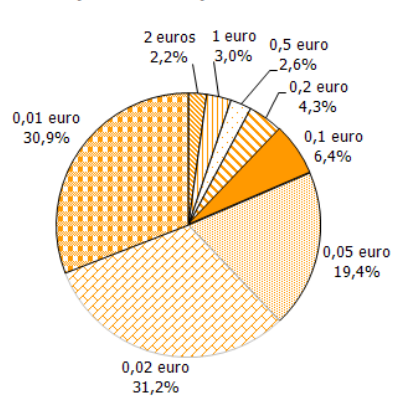
Emissions nettes cumulées de pièces au 29 février 2012



Répartition des pièces en valeur



Répartition des pièces en volume



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Avenue de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 0269 61 05 05 – Télécopie : 0269 61 05 02
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer en mars 2012
Dépôt légal : mars 2012 - n° ISSN : 0296-3116